

Congrès de l'UGTA

Le Bureau politique a pris en main la Centrale syndicale algérienne

Il est important de dire que plusieurs semaines après l'accord loyal et fraternel réalisé entre l'U.G.T.A. et le Bureau politique, des ministres du gouvernement refusent de discuter avec les délégués élus des travailleurs organisés au sein de notre syndicat, unique.

« Pour être clairs, le malaise né de malentendus concernant les relations Syndicat-Parti, persiste. »

C'est ainsi que s'exprimait l'éditorialiste de l'Ouvrier Algérien, organe central de l'Union générale des Travailleurs algériens à la veille de ce premier congrès.

Afin de bien saisir l'importance des événements qui ont marqué ce congrès, il faut rappeler quelques faits.

Chacun se souvient que, lors de la crise de l'été dernier, l'U.G.T.A. avait pris nettement position en faveur du « groupe de Tizi-Ouzou » (tendance Boudiaf-Krim) contre le « groupe de Tlemcen » (tendance Ben Bella-Khider).

En novembre, le F.L.N. avait conclu avec l'U.G.T.A. un accord lui accordant une certaine autonomie ; en fait, cela ne faisait qu'isoler le syndicat.

C'est pourquoi les observateurs s'attendaient à ce que le problème des rapports Syndicat-Parti soit au centre des débats.

En fait, en dehors de ce problème, il ne semble pas y avoir de sérieuses divergences entre les deux tendances, et différentes résolutions définissant l'orientation ont été adoptées sans que cela provoque d'opposition.

Afin de clarifier le débat, nous avons demandé à un militant de l'A.G.T.A. (1), très au fait de la question, de bien vouloir répondre à nos questions. (Il nous a demandé de ne pas révéler son identité, ce qui est compréhensible actuellement) :

T.S. : Certains observateurs ont déclaré que ce congrès marquait la fin du syndicalisme algérien ; qu'en pensez-vous ?

B... — Il est certain que l'U.G.T.A. va devenir l'annexe du Bureau politique et l'A.G.T.A. l'annexe de l'Amicale des Algériens en France, organisation parallèle que le B.P. a créée.

En Algérie, les syndicats sont faibles et n'ont pas de structures, sauf peut-être dans l'administration. Le

syndicalisme est donc vulnérable, d'autant plus qu'il y a un fort chômage sur lequel a misé le B.P.

Mais il a tort de s'attaquer à tous les mouvements nationaux, rappelez-vous l'U.G.E.M.A. (2) et maintenant l'A.G.E.M.A., mouvements qui sont quand même démocratiques. Ce qu'il a fait, c'est un véritable travail de sape.

T.S. : Vous semblez résolument hostile au Bureau politique. Est-ce sur le fond de sa politique ou en fonction des récents événements ?

B... — Non, je ne suis pas antibelliste. C'est trop facile d'accuser les syndicalistes, comme il a été fait, d'être des opposants irréductibles et violents.

J'estime que le Bureau politique a un travail à faire ; qu'il le fasse, mais je dis qu'il a tort de se couper de ceux qui, comme nous, font passer avant l'approbation permanente, l'action militante.

On nous dit : le B.P., c'est le gouvernement et le Parti. Je réponds : le B.P., c'est l'Etat. Or, si l'Etat se réduit à sept personnes, nous risquons d'aller à un chaos catastrophique pour le pays s'il y a une scission parmi elles.

T.S. : Pour conclure, comment voyez-vous l'avenir ? Quelles vont être vos positions face à la masse paysanne ? Que va devenir l'A.G.T.A. en France ?

B... — L'U.G.T.A. avait commencé son travail ; j'espère qu'elle continuera ses gestions d'usines et de coopératives. Séparer ouvriers et paysans, c'est créer des « classes », cela nous ne le voulons pas car nous avons des problèmes identiques.

Nous avons voulu créer un syndicat paysan structuré ; j'espère que le nouveau bureau y arrivera. Pour ma part, je l'y aiderai.

Quant à l'A.G.T.A., eh bien ! Depuis l'accord du 19 décembre elle dépendait de l'U.G.T.A. et non pas du B.P. Or maintenant cela reviendra au même.

On va nous proposer de rallier...

En fait, je vois mal l'A.G.T.A. rester dans le circuit.

Frédéric Desnaut.

(1) Amicale Générale des Travailleurs Algériens.

(2) Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens.